PÉROU - Tía María, projet minier transnational : une bombe à retardement pour Vizcarra

Mariana Álvarez Orellana

mercredi 28 août 2019, mis en ligne par Françoise Couëdel

Mercredi 17 juillet 2019.

Tía María, un grand projet d'extraction du cuivre par la transnationale Southern, situé dans le sud du Pérou, a suscité une forte résistance sociale de la part des populations de la vallée du fleuve Tambo, qui pourrait dégénérer en conflit sérieux : une bombe à retardement pour le président Martín Vizcarra.

Le gouvernement du président Martín Vizcarra soutient le projet, qui exige un investissement d'un milliard quatre cents millions de dollars pour produire quotidiennement douze mille tonnes de cuivre, et souligne l'importance qu'il représente pour une économie dont la croissance est presque nulle. À nouveau s'affrontent le modèle de développement déprédateur des ressources naturelles, aux mains des transnationales, et des projets de développement économique, social et durable sur le plan environnemental.

Le rejet des agriculteurs et des populations vivant dans la région de ce projet d'exploitation du cuivre s'explique par la crainte des dommages environnementaux et le manque de fiabilité de l'entreprise. Le projet dépend de l'obtention de la licence d'exploitation et l'entreprise fait pression pour son obtention par une vaste campagne publicitaire, émanant de la presse, des politiques et des entreprises néolibérales.

L'Assemblée des agriculteurs de la vallée du Tambo a présenté un recours judiciaire de nullité de l'approbation de l'étude préalable d'impact environnemental et soutient qu'elle n'est pas valide car elle est basée sur trois rapports différents et même contradictoires.

Néanmoins, elle reconnaît comme nécessaire que le projet obtienne l'agrément social, c'est-à-dire qu'il soit accepté par la population, ce qui s'annonce très difficile car les tentatives de le mettre en place ont provoqué des contestations permanentes, qui ont été réprimées et se sont soldées par un certain nombre de morts et de blessés.

Le gouvernement a tenté l'an dernier de reporter le processus, en attente supposément de l'agrément social nécessaire pour entreprendre la mise en œuvre. Cependant, une mesure administrative a donné le feu vert à l'entreprise minière Southern pour qu'elle entreprenne ses activités – quand elle le jugera convenable – tandis qu'elle est en attente d'un agrément social qui, avec la grève qui perdure à Islay, semble difficile à obtenir.

L'impact possible sur la prospère vallée du Tambo, proche du gisement à exploiter, est le motif principal de l'opposition de la région. Désormais, la licence de construction est devenue l'obstacle à franchir dans ce conflit socio-environnemental qui dure depuis dix ans sans qu'une solution ait été trouvée.

Ricardo Giesecke, ex-ministre de l'Environnement, indique que la licence annoncée d'abord par Southern, ensuite par le gouvernement, n'est qu'une démarche administrative qui préfigure l'affrontement : si le gouvernement dit oui à l'entreprise minière il suscite une inquiétude majeure dans les communautés de la vallée du Tambo et de la province d'Islay.

La bonne relation que Vizcarra espère avoir avec les populations, qui se consacrent essentiellement à l'agriculture, semble impossible car aujourd'hui à l'embouchure du fleuve Tambo il doit affronter les conséquences désastreuses provoquées, il fut un temps, par Southern Perú Cooper Corporation qui a causé des dommages environnementaux toujours perceptibles.

Le concassage du minerai atteindra 100 mille tonnes par jour, qui seront ensuite montées et transportées sur des tapis roulants situés à 8 ou 9 kilomètres. Pour cela la compagnie minière doit faire une entaille à ciel ouvert dans le gisement de La Tapada, le plus important de Tía María, situé à 1800 mètres, à proximité du fleuve Tambo.

De son côté, l'ex-vice-ministre De Echave a rappelé les antécédents négatifs de l'entreprise, tels que la présentation d'une première étude d'impact environnemental rejetée pour ses insuffisances et la remise en cause de la légalité de la seconde étude. Southern, répondant aux contestations enregistrées en 2015, a négocié avec des dirigeants sociaux un dessous de table pour que cessent les oppositions à Tía María, dont la mise en activité serait la porte ouverte aux opérations d'autres entreprises : c'est ce que craint la population.

Les dirigeants paysans vont au-delà de ce questionnement soulignant que le projet inclut le gisement de Tía María et un autre plus important à Islay, celui de La Tapada, et que l'entreprise a admis préalablement qu'elle projette d'investir dans la zone 8 milliards de dollars.

Pour De Echave, au lieu de se préoccuper d'obtenir la licence de construction, Southern devrait plutôt se soucier d'obtenir l'agrément social car, s'il ne l'obtient pas, il ne pourra pas mettre à exécution son projet, à moins qu'il ne prétende l'imposer par la force, ce qui est du ressort du gouvernement, selon ce que suggèrent certains hommes politiques et analystes néolibéraux.

La contestation sociale de Tía María occupe les esprits des gens d'Islay depuis dix ans, avec ses morts, tués dans des affrontements avec la police et sous la menace de ceux qui sont appelés les propriétaires du Pérou qui ne sont intéressés que par quelques petits points supplémentaires de PIB.

Le gouverneur régional d'Arequipa, Elmer Cáceres, qui a enjoint le gouvernement à révoquer la licence, a déclaré que ce dernier fait face à un conflit très grave et que depuis longtemps un dialogue approprié aurait pu l'éviter.

Les habitants ont de solides motifs de s'opposer au projet car il prévoit au quotidien le transit dans la zone de 100 mille tonnes de minerai et il utilisera une grande quantité d'acide sulfurique, ce qui impactera l'environnement. « La population est en droit de supposer que c'est la mort probable de sa vallée », a fait remarquer Giesecke.

Le vice ministre de la Présidence, Raúl Molina, optimiste, a fait office de porte-parole de l'entreprise transnationale et a indiqué qu'elle est disposée à un accord selon lequel, une fois obtenue la licence de construction, elle s'abstiendra de la mettre en pratique jusqu'à ce que le consensus soit suffisant et que tous soient convaincus que ce sera une exploitation minière responsable, qui n'affectera en rien l'agriculture.

Ce que redoute Vizcarra c'est que pour une poignée de dollars le pays explose à nouveau.

Mariana Álvarez Orellana est une anthropologue, enseignante et chercheuse péruvienne. Elle est analyste associée au Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE, www.estrategia.la)

Traduction française : **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : http://estrategia.la/2019/07/17/tia-maria-proyecto-minero-trasnacional-una-bomba-de-tiempo-para-vizcarra/.